

L'ÉDITO

François Mathieu

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

LES DÉRIVES ÉLECTORALISTES DE THERESA MAY

Pour choquants et dramatiques qu'ils soient, les attentats terroristes en plein cœur de la Grande-Bretagne ne semblent plus soulever que fatalisme et résilience. Le redéploiement des Londoniens dans leur ville dimanche et lundi était suffisamment explicite. A l'instar du concert bondé et haut en couleurs donné par la chanteuse

Ariana Grande et de nombreux autres artistes à Manchester dimanche soir « pour défier la peur », deux semaines après l'attentat qui a fait 22 morts. Comme si une forme d'accoutumance s'était malheureusement installée dans un pays où l'on a appris à vivre avec la menace terroriste et où « la multiplication des policiers en rue, déjà très nombreux dans les endroits les plus touristiques à Londres, ne servirait de toute façon pas à réduire le risque à zéro », faisait justement remarquer un témoin

interrogé par nos confrères de France Télévisions dimanche soir. En revanche, sur le plan politique, la donne a fondamentalement changé. Tenante d'une ligne droitière d'obédience conservatrice, Theresa May a franchi quelques étapes supplémentaires, tant dans sa sémantique que dans les mesures

annoncées, ce qui la rapproche de plus en plus des dirigeants politiques de la trempe de Trump, dont la rhétorique incendiaire envers les musulmans s'embarrasse assez peu de nuances. D'abord, Theresa May a, pour la première fois, explici-

Chaque fois qu'un acte terroriste se produit, on muscle le discours

tement fait le lien entre l'idéologie (l'islam extrémiste) et le terrorisme. Ce qui lui semble évident, ainsi qu'à une large part de son électorat, se heurte à une question de taille, à laquelle elle se garde bien de répondre : c'est quoi l'extrémisme ? A quel degré d'extrémisme est-on censé passer à l'acte ? A quel degré d'affichage public de ses croyances devient-on coupable de terrorisme ?

Dans l'un des berceaux de la liberté d'expression, ces sentences annoncées à l'emporte-

pièce interpellent.

Sa volonté de réguler internet, en appelant à une « réglementation du cyberspace, pour empêcher la propagation de l'extrémisme et la planification du terrorisme », est aussi interpellante. A chaque fois qu'un acte terroriste se produit, c'est la même rengaine : on muscle le discours. Toute personne croisant les mots « islamiste » et « youtube » serait-elle donc suspecte ? C'est faire l'impasse sur un simple constat : les précheurs en ligne trouveront toujours des moyens de contourner les nouvelles réglementations, comme les fraudeurs avec de nouvelles règles fiscales. Sans verser dans la naïveté, la question ne serait-elle pas plutôt de savoir comment on réduit l'attractivité de ces messages de propagande terroriste ? Enfin, là où Madame May pose aussi question, c'est en affirmant qu'elle veut remettre en cause le modèle d'intégration communautaire de la Grande-Bretagne. Un modèle séculaire que l'on ne casse pas à trois jours d'une élection. Là ou ailleurs, ces généralisations poussent aux amalgames. Et à renforcer le sentiment d'exclusion des populations implicitement visées. La définition même d'un cercle vicieux.